

ETUDES & ANALYSES

L'Europe en plein désarroi face au retour de Trump !

FDC CAPITAL MANAGEMENT

Novembre 2024

Sommaire

- 01 La Bérézina Allemande
- 02 Le cas Polonnais
- 03 La renaissance de la Hongrie
- 04 Les causes perdues : le climat
- 05 Qui va être le nouvel interlocuteur de Trump ?

L'Europe en plein désarroi !

L'arrivée de Trump à la maison blanche se produit dans un contexte politique et financier européen troublé est terriblement anxiogène. Entre le chaos allemand, la menace hongroise, l'incertitude polonaise, ou la fin de règne de la présidence française, de multiples interrogations ou incertitudes sont présentes.

Pour éviter une déstabilisation profonde et rester maître de son destin, l'Europe doit réagir et trouver une nouvelle voie. Elle est désormais confrontée à une dure réalité : sublimer ou s'enfoncer dans la perte d'influence mondiale !

L'Europe, une union fracturée !

L'arrivée de Trump à la maison blanche se produit à un très mauvais moment pour les Européens. La machine économique et politique européenne est face à de multiples défis engendrés par des choix infructueux ou un contexte malheureux. L'Europe est confrontée à un double impératif : garder l'unité autour de la commission et de l'euro !

Le constat est clair :

- - L'Allemagne est en déroute, sur le plan économie et politique ;
- - La France est en fin de cycle politique et s'apprête à franchir un pas électoral décisif ;
- - L'Ukraine est en difficulté face à l'avancée russe.
- - La Hongrie, une économie en développement et un nouvel interlocuteur potentiel pour Poutine et Trump ?
- - La Chine : Trump se doit de montrer les muscles au plus vite pour être entendu, écouté et pris au sérieux par les Chinois !

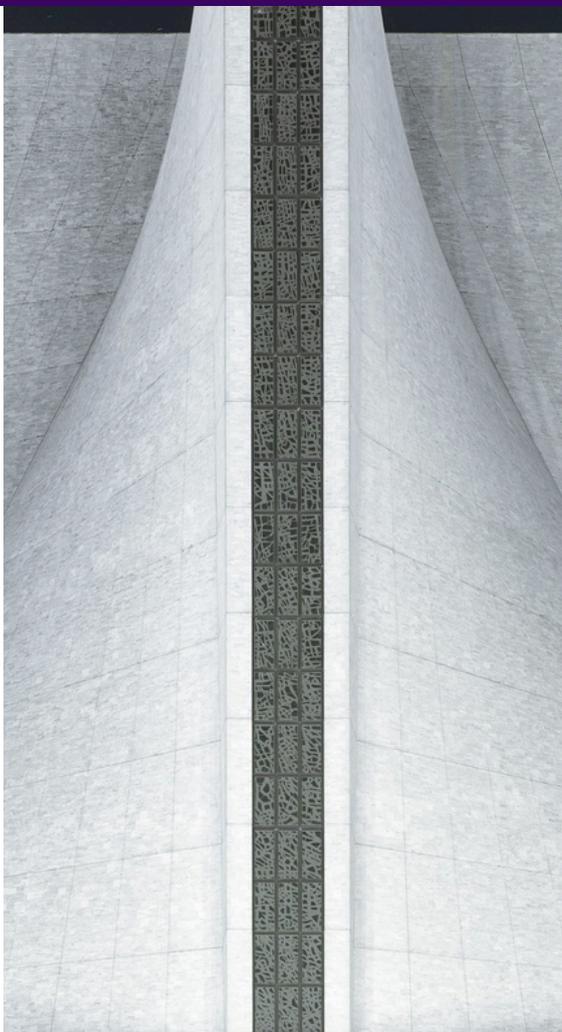
Il ne s'agit nullement ici de faire un bilan complet sur l'état de l'Europe ou de ses forces et faiblesse, mais de considérer quelques cas révélateurs de ce contexte ambiant, compliqué et évolutif.

I. La Bérézina allemande :

A. Le moteur économique est à l'arrêt et sa croissance au point mort

L'économie allemande traverse actuellement une période difficile, marquée par une stagnation prolongée :

Après une récession de 0,3% en 2023, les prévisions pour 2024 sont très faibles, avec 0,2% de croissance anticipée. On évoque une "phase de stagnation" et de "diminution progressive de la compétitivité".



1. Les secteurs en difficulté

Industrie manufacturière

- Ce secteur majeur de l'économie allemande est en récession depuis fin 2018 (activité et production)
- La faiblesse des commandes pèse sur les perspectives, avec 37% des entreprises faisant état d'un manque important de commandes en 2024.

Secteur de la Construction

- Le secteur de la construction est en berne, avec une baisse des permis de construire au niveau de 2010.
- L'activité est freinée par les coûts de financement et de production élevés, ainsi qu'une pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

2. Facteurs de ralentissement

Plusieurs éléments expliquent cette situation :

- - Contexte économique international instable et faible croissance du commerce mondial.
- - Hausse des taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation, freinant l'investissement.
- - Resserrement budgétaire imposé par la cour constitutionnelle.

Rappel: L'Allemagne a longtemps été considérée comme le "bon élève" de l'Europe en matière de gestion budgétaire, avec des finances publiques saines, peu de déficit et une dette maîtrisée. Cette réputation s'est construite notamment grâce à l'instauration en 2009 du "frein à l'endettement" (Schuldenbremse), une règle constitutionnelle limitant strictement le déficit public.

Le déclencheur immédiat de la crise est une décision de la Cour constitutionnelle allemande du 15 novembre 2023. Cette décision a censuré la réaffectation de 60 milliards d'euros initialement destinés à amortir l'impact économique de la pandémie de Covid-19 vers un fonds spécial pour la transformation de l'économie et le climat. Les juges ont estimé que cette réaffectation violait les règles du "frein à l'endettement".

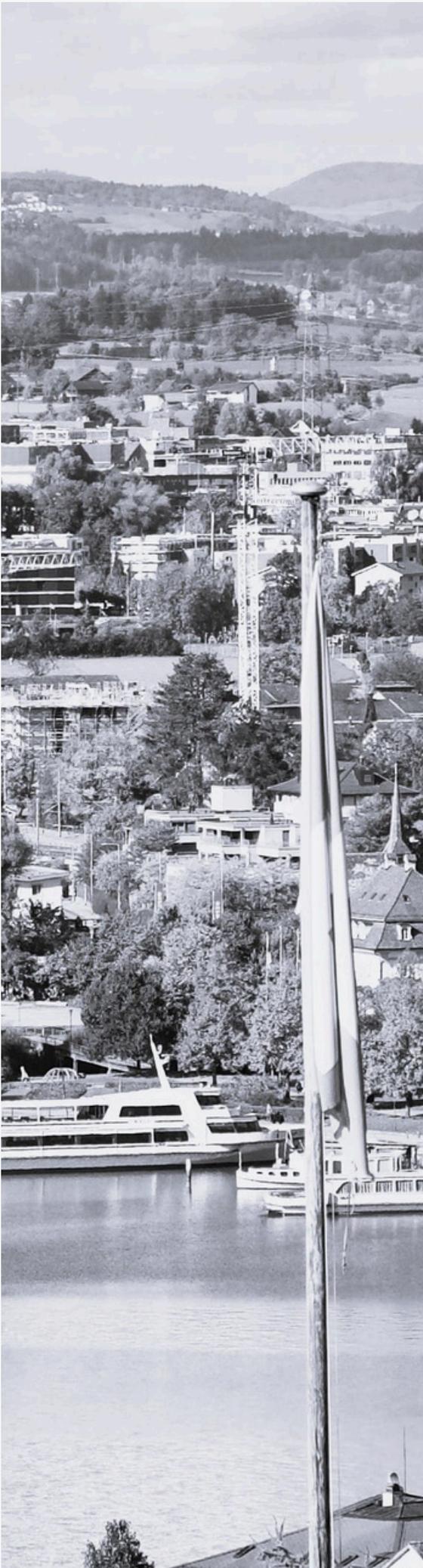
- - Bureaucratie excessive freinant l'investissement des entreprises.



“

LE DÉCLENCHEUR IMMÉDIAT DE LA CRISE EST UNE DÉCISION DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE ALLEMANDE DU 15 NOVEMBRE 2023

”



3. Conséquences inquiétantes

Cette situation entraîne des répercussions préoccupantes :

- - Forte augmentation des demandes d'ouverture de procédures et d'insolvabilité sur un an : +33,5% en avril 2024 et +25,9% en mai 2024.
- - Perte de compétitivité : l'Allemagne est passée de la 15e à la 24e place du classement mondial de compétitivité entre 2021 et 2024.
- - Montée du populisme, notamment du parti AfD qui atteint 21-23% dans les sondages.

Pour relancer son économie, l'Allemagne doit relever de nombreux défis. Sans changements majeurs, le potentiel de croissance de l'Allemagne reste très bas, estimé à seulement 0,5% par an jusqu'en 2028 !

Des réformes structurelles s'imposent afin de relancer la compétitivité sur le long terme. La sphère politique est en ébullition face aux idées et stratégies qui parfois s'opposent radicalement.

B. La politique allemande face à des chamboulements majeurs !

La situation politique en Allemagne traverse une période de turbulences et d'incertitudes. Voici un aperçu des principaux problèmes auxquels le pays fait face :

1. Une crise gouvernementale

La coalition "feu tricolore" formée en 2021 par le SPD, les Verts et le FDP a éclaté en novembre 2024. Le chancelier Olaf Scholz a limogé le ministre des Finances Christian Lindner, chef du parti libéral FDP, plongeant le pays dans une crise politique. Cette rupture ouvre la possibilité de nouvelles élections au printemps 2025.

Fragmentation politique croissante

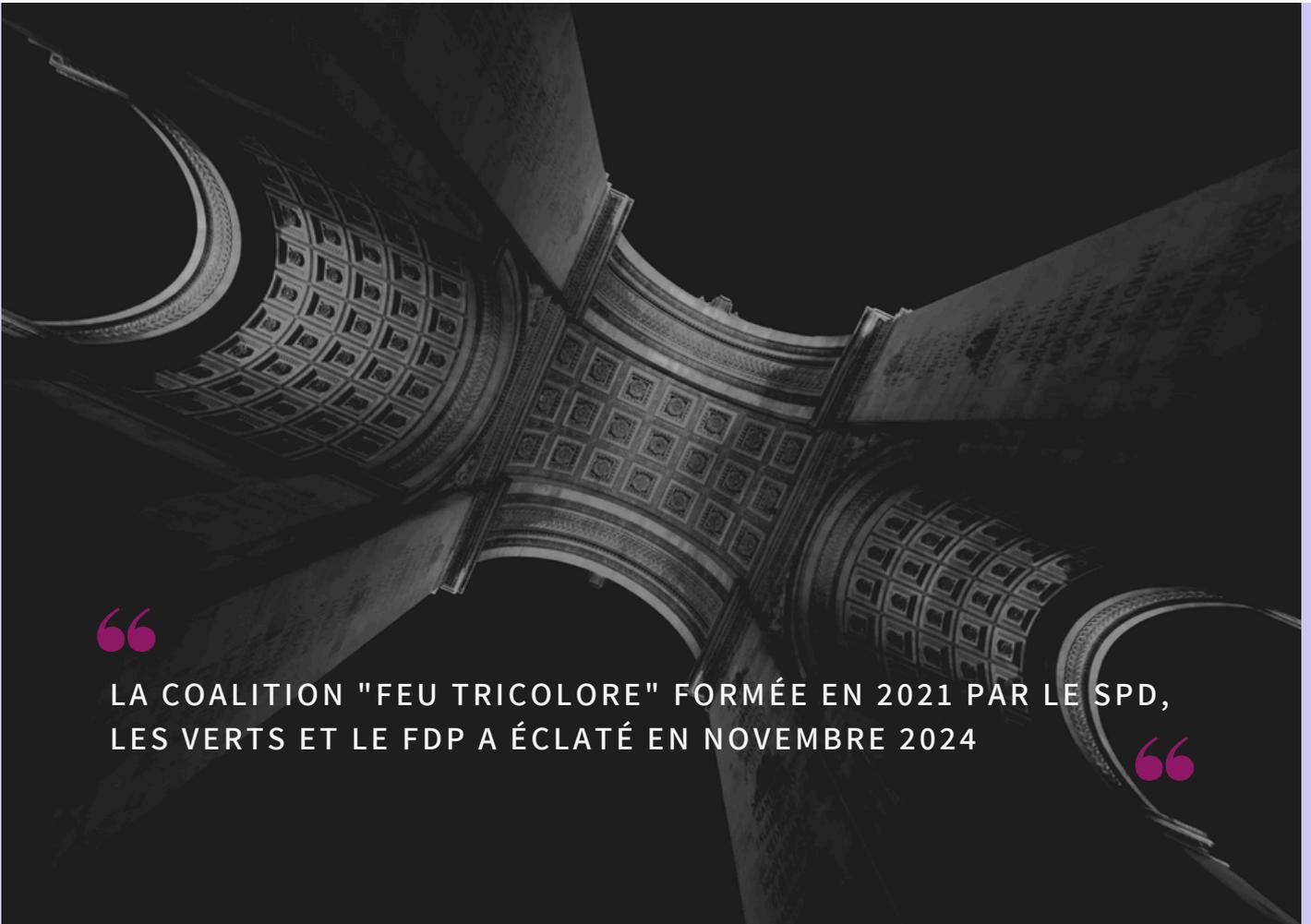
Le paysage politique allemand connaît une fragmentation de plus en plus marquée :

- - Déclin des partis traditionnels (CDU/CSU et SPD)
- - Montée en puissance de l'extrême droite (AfD)
- - Émergence de nouveaux partis populistes de gauche
- - Difficulté à former des coalitions stables

Cette fragmentation complique la gouvernance et la prise de décision politique.



LA COALITION "FEU TRICOLE" FORMÉE EN 2021 PAR LE SPD, LES VERTS ET LE FDP A ÉCLATÉ EN NOVEMBRE 2024





Montée de l'extrême droite

L'AfD (Alternative für Deutschland) connaît une progression inquiétante, notamment dans les Länder de l'Est. Lors des élections régionales d'octobre 2023 en Bavière et en Hesse, le parti a réalisé des scores historiques. Cette montée de l'extrême droite pose un défi majeur au système politique allemand.

Insatisfaction démocratique

Un sondage alarmant révèle que 54% des Allemands sont insatisfaits ou très insatisfaits de la démocratie dans leur pays. Ce désenchantement croissant envers la politique traditionnelle alimente la montée des extrêmes et fragilise le système démocratique.

Tensions sur l'immigration

L'immigration illégale est devenue un sujet politique brûlant. Un sondage montre que 48% des Allemands considèrent l'immigration comme le thème politique le plus important actuellement, loin devant l'économie ou le climat. Cette préoccupation alimente le soutien aux partis d'extrême droite.

Conséquences européennes

La crise politique et budgétaire allemande a des répercussions importantes au niveau européen, notamment sur les négociations du budget de l'UE et le soutien à l'Ukraine.

Cette crise politique met à l'épreuve le modèle politique allemand basé sur le consensus et pourrait avoir des conséquences significatives sur l'avenir de l'Europe. Dans la cadre des prochaines élections législatives qui se tiendront le 23 février prochain un candidat et un parti semblent très bien positionnés :



Friedrich Merz : Le chef de la CDU, principal parti d'opposition, semble bien positionné pour briguer la chancellerie en cas d'élections anticipées

Le programme économique de Friedrich Merz, s'il devenait chancelier allemand, pourrait avoir des implications significatives pour l'Allemagne et l'Europe.

Orientation libérale et pro-business

Friedrich Merz est connu pour ses positions économiques libérales orthodoxes. Son programme économique serait probablement axé sur :

1. Une réduction des charges fiscales pour les entreprises
2. Une flexibilisation du marché du travail
3. Une promotion de l'innovation et de la compétitivité

Ces mesures viseraient à stimuler la croissance économique allemande, ce qui pourrait avoir un effet d'entraînement positif sur l'économie européenne, l'Allemagne étant la première économie de l'UE.

Réforme des politiques sociales

Merz propose de durcir les conditions d'attribution de l'allocation citoyenne mise en place par le gouvernement Scholz. Cette approche plus stricte des aides sociales pourrait :

- Réduire les dépenses publiques
- Inciter davantage de personnes à rejoindre le marché du travail
- Potentiellement créer des tensions sociales

Politique énergétique

Merz s'est montré critique envers la sortie du nucléaire de l'Allemagne. Il pourrait donc :

- Reconsidérer la politique énergétique allemande
- Potentiellement réouvrir le débat sur l'énergie nucléaire en Europe
- Chercher à diversifier les sources d'énergie pour assurer la compétitivité industrielle



Politique commerciale

En tant qu'atlantiste convaincu, Merz pourrait :

- - Renforcer les liens commerciaux avec les États-Unis
- - Soutenir de nouveaux accords de libre-échange entre l'UE et d'autres partenaires
- - Approfondir l'intégration du marché unique européen.

Conséquences pour l'Europe

1. Orientation économique : Un virage plus libéral de l'Allemagne pourrait influencer la politique économique de l'UE dans son ensemble.

2. Politique budgétaire : Merz pourrait pousser pour une discipline budgétaire plus stricte au niveau européen, ce qui pourrait créer des tensions avec les pays du Sud de l'Europe.

3. Défense et sécurité : Son soutien à l'OTAN et son approche plus ferme en matière de défense pourraient accélérer les efforts de défense européenne.

4. Immigration : Sa position plus stricte sur l'immigration pourrait influencer la politique migratoire de l'UE.

5. Relations transatlantiques : Un renforcement des liens avec les États-Unis pourrait redéfinir l'équilibre des relations internationales de l'UE.

En conclusion, si Friedrich Merz devenait chancelier, on pourrait s'attendre à une Allemagne économiquement plus libérale, potentiellement plus compétitive, mais aussi plus stricte sur les questions budgétaires et migratoires. Cela pourrait redéfinir l'orientation économique et politique de l'Europe, avec des implications importantes pour l'intégration européenne et les relations internationales de l'UE.

II. Le cas polonais

L'économie polonaise a connu des changements significatifs ces dernières années, marqués par une croissance fluctuante et des défis persistants. Le Premier ministre polonais Donald Tusk est un « démocrate » fermement opposé à Donald Trump (ils sont à peu près en désaccord sur tout) et tel un symbole, il va prendre la présidence de l'Europe à partir du 1^{er} janvier 2025, succédant à Victor Orban, président hongrois.

Autre particularité du « cas polonais », ce pays est le seul à remplir les nouveaux critères de financement de L'Otan souhaité par Trump, c'est-à-dire supérieur à 2% du PIB (5% dans le cas polonais) et en fait l'interlocuteur de référence pour affronter Donald Trump sur la question de l'OTAN.

A. Situation économique



Croissance et reprise

Après une période de croissance robuste, l'économie polonaise a connu un ralentissement en 2023. La croissance du PIB devrait atteindre seulement 0,4% en 2023. Les perspectives pour 2024 sont plus optimistes, avec une croissance anticipée de 2,6%, qui devrait s'accélérer à 2,9% en 2025.

Inflation et politique monétaire

L'inflation reste un défi majeur pour l'économie polonaise. Bien qu'elle ait diminué par rapport à son pic de 18% en février 2023, elle demeure élevée à 6,2% en décembre 2023 et 5% en octobre 2024. La Banque centrale de Pologne a commencé à assouplir sa politique monétaire, réduisant son taux directeur à 6% en septembre 2023 et à 5,75% depuis la fin 2023.



Consommation et demande intérieure

La consommation des ménages, traditionnellement un moteur important de l'économie polonaise, a été affectée par une forte inflation. Elle devait se reprendre en 2025, et permettre de stimuler la croissance polonaise.

Finances publiques

Le déficit budgétaire de la Pologne s'est creusé, atteignant 5,6% du PIB en 2023, selon les estimations. La dette publique devrait augmenter, passant de 50,9% du PIB en 2023 à 56,2% en 2025.

Atouts économiques

La Pologne conserve des atouts importants :

- Une économie diversifiée
- Un marché intérieur conséquent (38 millions d'habitants)
- Une main-d'œuvre qualifiée

B. Évolution politique

Changement de gouvernement

Les élections législatives d'octobre 2023 ont marqué un tournant politique majeur en Pologne. Le parti au pouvoir depuis 2015 (PIS – parti droit et justice) a été défait, laissant place à une coalition d'opposition pro-européenne dirigée par Donald Tusk.

Donald Tusk est revenu au poste de Premier ministre et dirige actuellement un gouvernement de coalition qui a obtenu 248 sièges au Parlement, contre 201 pour l'opposition.

Ce changement de gouvernement pourrait aider les relations tendues entre la Pologne et l'UE. Cela pourrait débloquer des fonds européens cruciaux pour l'économie polonaise, représentant environ 20% du PIB du pays.

Relations avec le PiS

Opposition principale

Le parti Droit et Justice (PiS) constitue son principal adversaire politique. Les tensions sont particulièrement vives pour plusieurs raisons :

- Le PiS accuse Tusk de ne pas avoir suffisamment enquêté sur le crash aérien de 2010 qui a tué le président Lech Kaczyński
- Tusk mène actuellement une campagne active contre le PiS, accusant le parti de pratiques corrompues durant ses huit années au pouvoir
- Plusieurs députés du PiS et leurs alliés d'extrême droite font face à de possibles procès

“

LE DONALD TUSK DIRIGE ACTUELLEMENT UN GOUVERNEMENT DE COALITION QUI A OBTENU 248 SIÈGES AU PARLEMENT, CONTRE 201 POUR L'OPPOSITION.

”



Position vis-à-vis de Donald Trump

Relations tendues

La position de Tusk envers Trump est ouvertement critique :

- - Il a déclaré que Trump avait une "attitude pro-russe" qui pourrait être "préjudiciable pour la sécurité de la Pologne"
- - Il a précédemment suggéré que la "dépendance de Trump envers les services de sécurité russes n'était plus à mettre en doute"
- - Il a partagé publiquement son soutien à Joe Biden sur les réseaux sociaux

Conséquences politiques

Cette position anti-Trump crée des tensions :

- - Le chef du groupe parlementaire PiS, Mariusz Błaszczak, a demandé la démission de Tusk en cas de victoire de Trump
- - Les députés du PiS ont célébré la victoire potentielle de Trump au Parlement
- - Cette situation pourrait compliquer les relations diplomatiques futures entre la Pologne et les États-Unis en cas de victoire de Trump

Vision européenne

Tusk maintient une position fortement pro-européenne :

- - Il a été président du Conseil européen (2014-2019)
- - Il souhaite remettre la Pologne "au centre de la scène européenne"
- - Il s'oppose à la vision eurosceptique du PiS

Donald Tusk fait face à une opposition intérieure virulente du PiS, tout en naviguant dans des relations internationales complexes, particulièrement concernant Trump. Sa position pro-européenne et anti-Trump le place dans une situation délicate, devant équilibrer les intérêts nationaux polonais avec ses convictions politiques personnelles.

Selon les sondages récents, la situation politique en Pologne pour les prochaines élections est très évolutive :

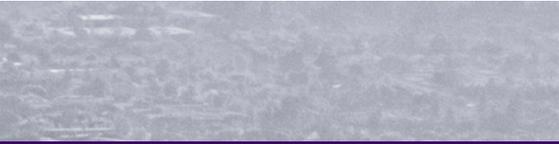
- - La Coalition civique (KO), menée par le Premier ministre actuel Donald Tusk, est en tête des intentions de vote avec environ 31-34% des suffrages. Ce parti pro-européen cherche à consolider sa position depuis sa victoire aux législatives d'octobre 2023.
- - Le parti Droit et Justice (PiS), anciennement au pouvoir et de tendance conservatrice, arrive en deuxième position avec environ 29-30% des intentions de vote. Bien qu'ayant perdu le pouvoir, il reste une force politique majeure.
- - La Confédération, parti d'extrême droite, progresse dans les sondages et se situe autour de 10-12% des intentions de vote. Sa popularité semble avoir augmenté récemment, notamment suite aux inondations qui ont touché le sud du pays.



“

LA SITUATION POLITIQUE EN POLOGNE POUR LES PROCHAINES ÉLECTIONS EST TRÈS ÉVOLUTIVE.

”



III. La renaissance de la Hongrie ?

Victor Orban a su catapulter son pays sur la scène internationale. Tout le monde connaît Victor Orban, alors que très peu de gens connaissent ses prédécesseurs. Il est le plus « Trumpiste » des Européens et ses liens avec Vladimir Poutine lui ont souvent été reprochés. Il défend une ligne migratoire « dure » tout comme la Slovaquie et la Serbie, et s'accorde très bien avec Mattéo Salvini. L'arrivée de Trump sur l'Europe devrait faire de Victor Orban un interlocuteur de choix.



A. Contexte économique

La Hongrie sort d'une période économique difficile en 2023, marquée par :

- - Une récession avec une contraction du PIB de 0,8%
- - Une inflation record atteignant un pic de 25,7% en janvier 2023
- - Un déficit budgétaire élevé de 6,6% du PIB au premier semestre 2023

Perspectives pour 2024

Les prévisions pour 2024 sont plus optimistes, avec :

- - Une croissance attendue de 2,4%
- - Une inflation ramenée à environ 5,2%
- - Un déficit budgétaire autour de 4,5-5,4% du PIB



Principaux axes du programme économique

Politique monétaire et inflation

- - Poursuite du cycle d'assouplissement monétaire initié fin 2023
- - Prudence maintenue face aux pressions salariales persistantes
- - Objectif de ramener l'inflation sous les 4% (3,8% atteint en janvier 2024)

Consolidation budgétaire

- - Efforts pour réduire le déficit budgétaire, qui reste élevé
- - Réduction progressive des mesures de soutien liées au choc énergétique
- - Objectif de retour à un excédent primaire d'ici 2025/2026

Investissements et croissance

- - Accent mis sur l'attraction des investissements directs étrangers (IDE), notamment asiatiques
- - Développement de nouvelles filières industrielles, comme la production de batteries
- - Efforts pour remonter dans la chaîne de valeur vers des activités à plus forte valeur ajoutée

Le secteur automobile joue un rôle très important dans l'économie hongroise, avec une dépendance significative envers certains constructeurs, notamment Audi.

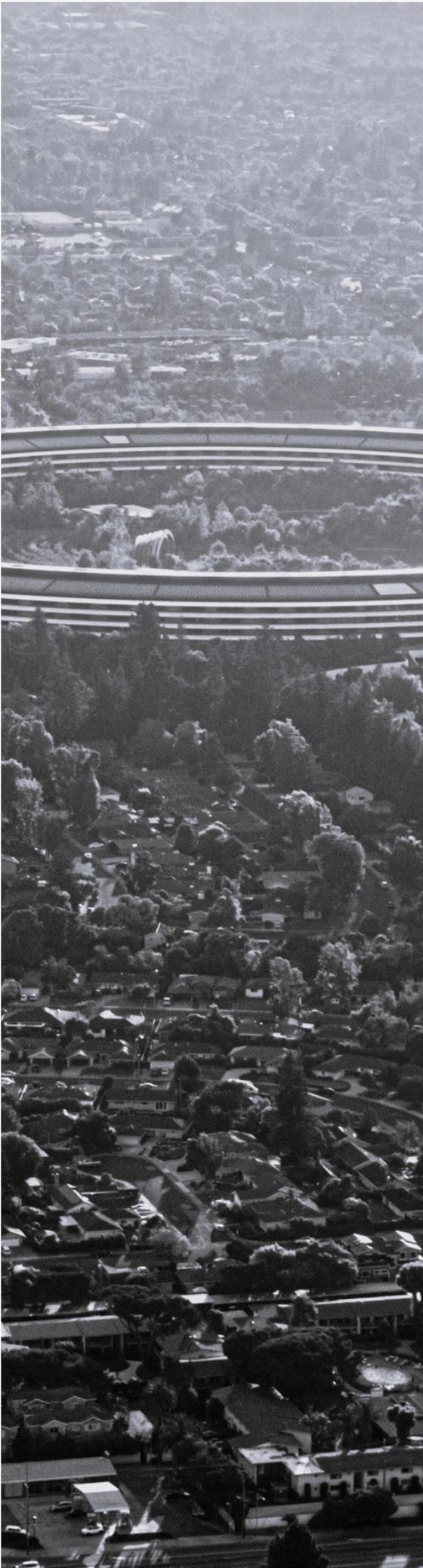
Importance du secteur automobile

- - L'industrie automobile représente environ 21% des exportations hongroises.
- - On compte environ 600 entreprises actives dans ce secteur en Hongrie.
- - Le secteur génère environ 100 000 emplois directs dans le pays.

Dépendance envers Audi

Audi occupe une place prépondérante dans l'industrie automobile hongroise :

- - C'est la deuxième plus grande entreprise du pays.
- - Elle compte plus de 10 000 employés.
- - Son chiffre d'affaires s'élevait à 5,37 milliards d'euros en 2012.
- - L'usine Audi de Győr est le plus gros producteur de moteurs au monde.
- - Elle produit un nouveau moteur toutes les 10 secondes.



Autres constructeurs importants

Bien qu'Audi soit le plus gros acteur, d'autres constructeurs contribuent également à cette dépendance :

- Suzuki, implanté depuis 1991, avec une capacité de production importante.
- Mercedes-Benz, arrivé plus récemment, a créé plus de 3000 emplois directs et 10 000 indirects.
- Opel, détient 11% de parts de marché en Hongrie.

Diversification en cours

La Hongrie cherche à diversifier son industrie automobile, notamment en attirant des investissements dans le secteur des véhicules électriques et des batteries, en particulier d'origine chinoise. Cependant, les retombées économiques de ces nouveaux investissements sont pour l'instant jugées décevantes en termes de valeur ajoutée.

Fonds européens

- - Déblocage partiel des fonds européens fin 2023/début 2024 (environ 7% du PIB)
- - Négociations en cours pour obtenir le reste des fonds alloués (24% du PIB total sur 2021-2027)

Commerce extérieur

- - Renforcement des liens commerciaux avec la Chine (5e partenaire commercial)
- - Développement d'infrastructures pour faciliter l'accès au marché européen (projets ferroviaires)

Défis et risques

- Dépendance persistante aux fonds européens pour soutenir l'investissement public
- Manque structurel de main-d'œuvre lié à une démographie défavorable
- Spécialisation industrielle peu diversifiée, centrée sur l'automobile
- Pressions baissières sur le forint hongrois

Conclusion

Le programme économique hongrois pour 2024 vise une reprise modérée, axée sur la maîtrise de l'inflation, la consolidation budgétaire et l'attraction d'investissements étrangers. Cependant, la reprise pourrait rester timide en raison d'une demande intérieure encore faible et des contraintes budgétaires. Le succès du programme dépendra en grande partie de l'évolution de la conjoncture internationale, notamment en zone euro, et de la capacité du gouvernement à débloquer davantage de fonds européens.

B. Sur le plan politique.

Viktor Orbán, Premier ministre hongrois depuis 2010, a façonné une vision politique distinctive pour la Hongrie, caractérisée par un mélange de conservatisme, de nationalisme et d'interventionnisme économique. Nous détaillons les principaux points de sa vision politique :

Viktor Orbán promeut une idéologie qu'il qualifie d'illibéralisme, affirmant les racines chrétiennes de l'Europe et s'opposant à l'immigration. Il se positionne comme un défenseur de l'État-nation face à ce qu'il perçoit comme des menaces extérieures, notamment l'influence de l'Union européenne et de figures comme George Soros.





Politique économique

La vision économique d'Orbán combine des éléments de protectionnisme et d'interventionnisme étatique avec certaines mesures libérales :

Renforcement du rôle de l'État:

- - Augmentation du contrôle sur les institutions financières
- - Réforme de l'administration publique, avec la création d'un macroministère de l'Économie
- - Approche protectionniste des privatisations, favorisant les entreprises hongroises

Politiques fiscales et sociales:

- Réduction de la fiscalité et des cotisations sociales
- Augmentation significative du salaire minimum (56% en 2001)
- Mise en place de programmes publics visant à renforcer l'État protecteur.

Réformes institutionnelles

Orbán a entrepris des réformes significatives du système politique hongrois :

- - Instauration d'un système de motion de censure constructive
- - Augmentation des pouvoirs du Premier ministre
- - Tentative (infructueuse) de modifier le seuil de la majorité qualifiée pour les amendements constitutionnels

Ces changements ont conduit certains observateurs à qualifier le régime hongrois de "régime hybride d'autocratie électorale".



Politique étrangère

La vision d'Orbán en matière de politique étrangère est marquée par :

- Une position critique envers l'Union européenne, tout en cherchant des compromis pour obtenir des financements
- Un soutien affiché à Donald Trump et une anticipation de son possible retour au pouvoir
- Une posture de neutralité dans le conflit ukrainien, se présentant comme un "homme de paix"
- Un renforcement des liens avec les partenaires du groupe de Visegrád

Stratégie politique

La longévité politique d'Orbán repose sur plusieurs facteurs :

- Une capacité à élargir sa base électorale dans toutes les régions du pays
- L'utilisation habile de la rhétorique nationaliste et identitaire
- La mise en avant des succès économiques et des politiques sociales
- Une personnalisation du pouvoir et une polarisation de la scène politique

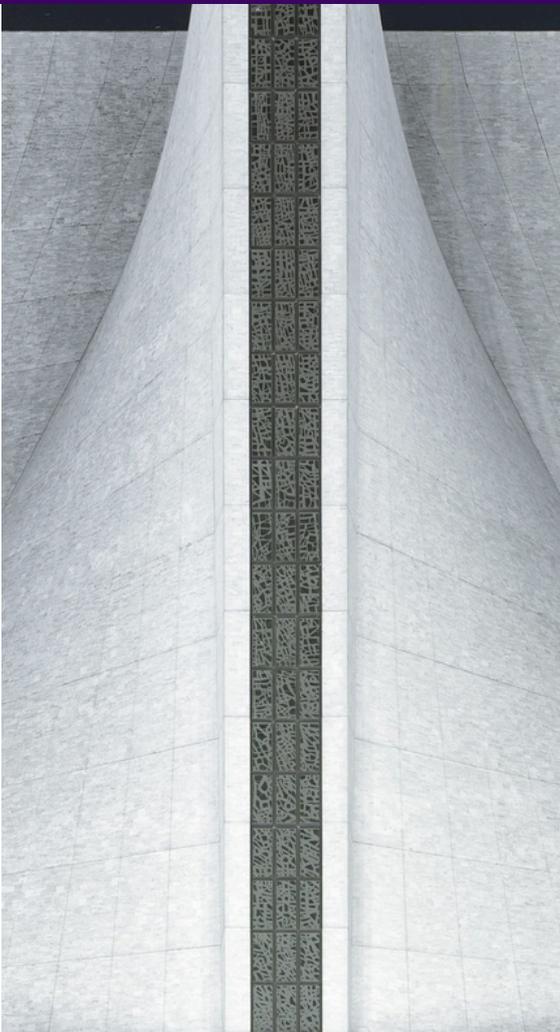
Stabilité gouvernementale

Le gouvernement Orbán est considéré comme le plus stable de l'Union européenne, avec une domination politique ininterrompue depuis 2010. Cette stabilité contraste avec la tendance à l'instabilité observée dans de nombreux autres pays européens.

En résumé, la vision politique de Viktor Orbán pour la Hongrie se caractérise par un mélange de nationalisme, d'interventionnisme économique et de conservatisme social, combiné à une approche critique de l'intégration européenne. Cette vision a permis à Orbán de maintenir une stabilité politique remarquable dans un contexte européen de plus en plus volatil, mais elle soulève également des questions sur l'état de la démocratie en Hongrie.

IV. Les causes perdues : le Climat

La réélection de Donald Trump à la présidence des États-Unis le 6 novembre 2024 soulève de sérieuses inquiétudes quant à l'avenir des politiques climatiques mondiales et aux défis que cela pose pour l'Europe. Voici un rapport détaillé sur les perspectives et les implications de cette élection :



A. Politique climatique de Trump

Retour au climatoscepticisme

Donald Trump, connu pour son scepticisme envers le changement climatique, promet de revenir sur les engagements climatiques pris par l'administration Biden. Il a notamment annoncé son intention de :

- - Sortir à nouveau les États-Unis de l'Accord de Paris sur le climat
- - Annuler les fonds non dépensés de la loi climatique phare de Joe Biden (IRA)
- - Promouvoir l'exploitation intensive des énergies fossiles, résumée par son slogan "Drill, baby drill!" ("Fore, chéri, fore !")

Impacts potentiels

Les conséquences de ces politiques pourraient être considérables :

- - Une augmentation estimée à 4 milliards de tonnes d'émissions de CO2 équivalent d'ici 2030
- - Un affaiblissement significatif de la position des pays pro-climat dans les négociations internationales
- - Une remise en question de l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5°C

B. Défis pour l'Europe

Perte de compétitivité industrielle

La politique de Trump pourrait accentuer les difficultés économiques de l'Europe :

- - Risque d'un nouveau boom de la production pétro-gazière américaine, renforçant la compétitivité des États-Unis
- - Possibilité d'une réallocation des excédents de production chinois vers l'Europe, notamment dans des secteurs clés de la transition énergétique

Diplomatie climatique affaiblie

L'Europe se retrouve dans une position délicate :

- - Affaiblissement de la pression internationale sur les autres pays pour maintenir des ambitions climatiques élevées
- - Risque de voir d'autres nations suivre l'exemple américain et réduire leurs engagements



Sécurité énergétique compromise

La politique énergétique de Trump pourrait avoir des répercussions sur la sécurité énergétique européenne :

- - Possible remise en question des accords d'approvisionnement en GNL américain
- - Nécessité pour l'Europe de repenser sa stratégie énergétique face à un partenaire américain moins fiable

Perspectives

Face à ces défis, l'Europe doit envisager plusieurs pistes d'action :

1. Renforcer son autonomie stratégique en matière énergétique et industrielle
2. Intensifier la coopération avec d'autres partenaires internationaux engagés dans la lutte contre le changement climatique
3. Maintenir et renforcer ses propres objectifs climatiques, malgré la pression internationale
4. Développer une diplomatie climatique plus assertive pour compenser le désengagement américain

En conclusion, l'élection de Donald Trump représente un tournant majeur pour les politiques climatiques mondiales. L'Europe se trouve face à des défis considérables, tant sur le plan économique qu'environnemental. Sa capacité à maintenir le cap de ses ambitions climatiques tout en préservant sa compétitivité sera cruciale dans les années à venir.



L'ÉLECTION DE DONALD TRUMP REPRÉSENTE UN
TOURNANT MAJEUR POUR LES POLITIQUES
CLIMATIQUES MONDIALES.



V. Qui va être le nouvel interlocuteur de Trump ?

Suite à la réélection de Donald Trump à la présidence des États-Unis, plusieurs dirigeants européens se positionnent comme potentiels interlocuteurs privilégiés auprès de la nouvelle administration américaine :



Giorgia Meloni, Première ministre italienne ?

Giorgia Meloni apparaît comme une candidate sérieuse pour devenir l'interlocutrice privilégiée de Donald Trump en Europe :

- - Elle est considérée comme "l'interlocutrice naturelle" de Trump par son parti politique.
- - Sa position de dirigeante stable en Europe est mise en avant.
- - Elle a assisté par le passé à des événements politiques où Trump s'exprimait.
- - Sa politique migratoire pourrait inspirer Trump, notamment l'idée des centres de gestion des migrants à distance.

Cependant, Meloni a adopté une approche plus modérée et pro-européenne depuis qu'elle est Première ministre, ce qui pourrait frustrer certains républicains américains.

Viktor Orban, Premier ministre hongrois ?

Viktor Orban se positionne également comme un interlocuteur potentiel :

- - Il dispose d'une ligne directe avec Donald Trump.
- - Les liens entre les cercles intellectuels américains et hongrois se sont renforcés ces dernières années.
- - Orban tente de capitaliser sur la victoire de Trump pour renforcer sa position en Europe.

La Présidence du conseil de l'Europe ?

Il est à noter que la présidence tournante du conseil de l'Europe sera assumée à partir du 1er janvier par la Pologne de Donald Tusk pour 6 mois et sera suivie à partir du 1er juillet par le Danemark et sa Première ministre sociale-démocrate Mette Frederiksen.

Au moment où Trump arrive, son principal allié Victor Orban quitte cette présidence. L'un des premiers sujets européens que Donald Trump va vraisemblablement souhaiter apporter est le Conflit Ukrainien au travers de sa position très rigide sur L'OTAN. Ses interlocuteurs vont être viscéralement opposés à ses choix. Nous ne ferons aucun pronostic sur l'évolution de ce débat, car Donald Trump est pour le moins imprévisible.

Il nous semble néanmoins que l'un des objectifs souhaités par les Américains, si ce n'est l'objectif prioritaire, serait d'étendre l'influence américaine en Europe. Les Américains vont inévitablement chercher à diviser les Européens sur des questions clefs (armement et énergie), et ils n'ont que l'embaras du choix pour y parvenir tellement l'Europe est affaiblie, désunie et en grande mutation. Ils devraient chercher néanmoins à maintenir une bonne relation avec « un si bon client », toujours au travers des mêmes axes (armement et énergie).

Les débats promettent donc d'être savoureux !





Coordonnées

FDC CAPITAL MANAGEMENT

42, avenue Montaigne 75008 Paris

Tel. : 01 42 25 23 73

www.fdccapital.fr

info@fdccapital.fr

Tout investisseur doit disposer des connaissances et de l'expérience nécessaires pour évaluer les caractéristiques et les risques liés à chaque investissement. FDC CAPITAL MANAGEMENT communiquera aux investisseurs et sur demande raisonnable, toutes informations qu'il jugera nécessaires pour procéder à cette évaluation. Les informations contenues dans ce document ne peuvent pas être considérées comme un conseil en investissement ou une recommandation. La performance passée n'est pas une indication de la performance future. Les rendements futurs ne sont pas garantis et les investisseurs peuvent perdre une partie du capital investi.